

Ligne 1 du tramway : le maire de Montreuil écrit à Emmanuel Macron



Le tramway doit être prolongé jusqu'à la gare Val-de-Fontenay à Fontenay-sous-Bois

Le maire (PCF) de Montreuil s'inquiète des retards pris dans les travaux de prolongement de la ligne 1 du tramway, qui devait initialement desservir sa commune en 2019.

Avec le temps, le sujet a fini par devenir une Arlésienne. Censé être inauguré en 2019, le prolongement de la ligne 1 du tramway entre Noisy-le-Sec et Fontenay-sous-Bois (via Montreuil) demeure au point mort, comme le dénonce le maire (PCF) de Montreuil, Patrice Bessac, dans un courrier qu'il vient d'adresser au président de la République Emmanuel Macron. « Le prolongement du tramway T1 reste, de façon incompréhensible, bloqué et sur le terrain les travaux se font attendre, paralysant ainsi le développement de nos quartiers », écrit-il.

Une étude attendue

Le chantier est notamment retardé par l'opposition de Laurent Rivoire. L'édile (UDI) de Noisy-le-Sec s'inquiète des répercussions que pourrait avoir le passage du tram à double sens dans son centre-ville sur le quotidien de ses administrés. Pour savoir si ses craintes sont fondées, une étude a été lancée l'an passé par Ile-de-France Mobilités (*NDLR : nouveau nom du Syndicat des transports d'Ile-de-France*). Les résultats, qui devaient être connus en juin, se font attendre. « Ils seront publiés à l'automne, mais les premiers retours sont très négatifs. Le passage du tram poserait notamment des problèmes de sécurité et gênerait la collecte des déchets », souligne l' élu, qui s'agace de l'empressement de son confrère de Montreuil. « On ne peut pas détruire le centre-ville de Noisy sous prétexte de désenclaver un quartier montreuillois », juge-t-il.

« Ce prolongement est attendu par des milliers d'habitants », rappelle de son côté la ville communiste, qui se questionne sur le flou qui règne autour du financement du projet. Qui paiera quoi ? « Nous sommes en attente d'une convention globale de financement et d'un accord entre la Région, le Département de la Seine-Saint-Denis et l'Etat », poursuit Patrice Bessac dans son courrier. De son côté, Ile-de-France Mobilités annonce que « la Région tiendra ses engagements et signera la première convention de financement pour le prolongement du tram 1 au mois d'octobre. »